

Des ex-infirmières de l'Hôpital San Giovanni de Bellinzone, qui avaient préparé des chimiothérapies sans être

# ELLES DEMANDENT

« ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

**Tessin** » Sept ex-infirmières ont-elles été rendues malades par la manipulation de médicaments anticancer à l'Hôpital San Giovanni de Bellinzone? La question fait grand bruit au Tessin. Agées de 60 à 70 ans, ces anciennes soignantes affirment souffrir de maladies graves. L'organe qui chapeaute l'hôpital public tessinois, l'Entité hospitalière tessinoise (EOC), confirme avoir été saisi du problème, mais précise qu'il est impossible en l'état d'établir un lien causal.

Le Mouvement pour le socialisme (MPS) a interpellé le Conseil d'Etat. Il estime que, dans le milieu hospitalier, «on essaie d'étouffer un scandale». Le député MPS Matteo Pronzini, membre de la direction nationale du syndicat Unia, fait un lien avec l'amiante, causant des maladies professionnelles difficiles à prouver. «Avec la Suva et les CFF, on a rapidement cherché ensemble des solutions pour les victimes de l'amiante de l'atelier CFF de Bellinzone; dans le cas de l'Hôpital San Giovanni, l'EOC veut enterrer l'affaire.»

## Dans d'autres pays

Des soupçons concernant les dangers liés à la manipulation de produits de chimiothérapie ont aussi apparus dans d'autres pays: le 2 février, les magazines français *Santé & Travail* et *Basta!* ont publié une enquête fouillée révélant le cas d'une vingtaine de soignantes en oncologie à la retraite ayant développé des cancers qu'elles soupçonnent être liés à la manipulation de traitements anticancéreux, sans précautions adaptées, pendant des années. Aux Etats-Unis, l'organe de presse indépendant à but non lucratif *Investigate West* révélait en 2015 le même phénomène collectif, citant diverses études montrant «un risque significativement plus élevé» de cancers chez le personnel infirmier en oncologie que dans le reste de la population.

Est-ce le cas avec ces sept ex-soignantes tessinoises? Rendue publique par le dominical *Il Caffè*, l'information est confirmée à notre journal par leur avocat. Preuve que l'affaire est délicate, non seulement ces ex-infirmières mais aussi leur défenseur veulent rester anonymes.

une d'entre elles étant encore active. «Une est décédée au printemps dernier et les survivantes souffrent de maladies auto-immunes et/ou de tumeurs», affirme l'homme de loi qui instruit le dossier bénévolement, ses clientes n'ayant tout simplement pas de quoi le payer.



«**Dans ce cas, l'Etat veut enterrer l'affaire**»

Matteo Pronzini

«Elles sont convaincues d'avoir été contaminées par des substances hautement toxiques sur leur lieu de travail, poursuit-il. Sont en cause des médicaments administrés en chimiothérapie (cytostatiques) et du formaldéhyde – un produit cancérigène utilisé comme désinfectant pour le nettoyage – qu'elles ont manipulés pendant des années, sans protections adéquates.» A partir des années 1980 jusqu'en 1992-1993, elles se chargeaient des préparations de chimiothérapies «quasi quotidiennes», avec seulement des gants et un masque, dans un petit local sans hotte pour aspirer les vapeurs toxiques, dans le département de chirurgie.

## Mesures prises

Après quoi, la préparation a eu lieu en service d'oncologie, où il y avait une hotte, «mais trop petite pour les besoins», et où elles portaient en plus une blouse de protection. Jusqu'à ce que, dans les années 2000, soit ouvert un laboratoire centralisé en pharmacie où les chimiothérapies étaient préparées. La conformité de leur

recit a été signée par un médecin et deux infirmiers chefs de service.

«En plus de ces sept ex-soignantes, une huitième active dans le même département de chirurgie durant les années 1980 à 2000, a également subi les effets de la manipulation de ces produits sans les précautions d'usage, indique l'avocat. Elle souffre actuellement de maladies auto-immunes.»

En juin 2019, les ex-infirmières ont écrit à l'Hôpital San Giovanni et à l'EOC qu'elles souhaitaient une enquête approfondie «sur le lien éventuel entre leurs pathologies et leur travail». L'organe faïtier de l'hôpital public a douché leurs espoirs: «Il est impossible d'établir un lien causal direct scientifiquement prouvé entre la chimiothérapie/formaldéhyde et leurs maladies, surtout oncologiques, relativement fréquentes, surtout au sein d'une population plus toute jeune.»

Par l'entremise de leur avocat, les ex-infirmières ajoutent que l'EOC a laissé entendre que «si elles comptaient entreprendre des procédures judiciaires, les faits seraient prescrits». Même si des effets éventuels se manifestent aujourd'hui.

## «Invraisemblable»

Directeur du département d'oncologie de l'Hôpital San Giovanni à Bellinzone de 1978 à 2007, Franco Cavalli affirme que les préparations de chimios se faisaient dans le département d'oncologie, «par souci de contrôle des doses», et non pas en service de chirurgie. Sauf en ce qui concerne un médicament, un des moins toxiques («au point où on peut même le boire»), quelques fois par mois. Un lien entre les pathologies développées par les ex-infirmières et leur travail est selon lui invraisemblable. «Environ 30% des personnes développent une tumeur, souligne Franco Cavalli. Lorsqu'on a une maladie, il est humain de chercher une cause.»

Continuant son combat, l'avocat regrette l'attitude de déni. Une action judiciaire? Pour l'instant, il n'en est pas encore question mais il exige des analyses plus rigoureuses. «Si des mesures de protection ont été introduites, c'est forcément parce que les risques ont été démontrés.» >>



**30**  
En pour cent, la part de la population qui développe une tumeur cancéreuse

A l'Hôpital fribourgeois comme ailleurs en Suisse, les établissements hospitaliers ont

## Louve tuée devant l'enclos

**CANTON DE BERNE** Une louve a été abattue dimanche dans le canton de Berne par un garde-faune. Il est probable qu'il s'agisse de la louve F78. L'inspection de la chasse avait autorisé le tir de cet animal en raison des dégâts qu'il avait causés au bétail. La surveillance de la chasse a abattu la louve dans la région située entre la vallée de la Gürbe et le Gantrisch. Le prédateur tentait de pénétrer dans un enclos protégé où se trouvaient des animaux de rente, a indiqué hier le canton de Berne. >> ATS

## ZURICH

### TEST POUR LES PASTEURS

L'Eglise réformée zurichoise offre à ses 70 pasteurs et 450 employés la possibilité de faire un test Covid-19 gratuitement toutes les semaines. La participation se fait sur une base volontaire, mais le test est recommandé expressément par la cellule de crise. ATS

## JURA

### ALLÈGEMENTS À L'EMS

Les EMS jurassiens profitent depuis hier d'un assouplissement concernant les visites et les sorties. Cet allègement des mesures a été rendu possible grâce à l'amélioration sur le front de la pandémie et à la vaccination d'une grande majorité des résidents de ces institutions. ATS

## Les douaniers pas rassurés

**Frontières** » Des problèmes de sécurité surviennent lors des rondes communes avec les gardes-frontière. L'expérience est remise en question.

Le personnel des douanes constate de gros problèmes de sécurité lors des tours communs avec les gardes-frontière. Le syndicat Garanto exige l'arrêt immédiat de l'expérience jusqu'à ce que la sécurité du personnel puisse être garantie.

La réforme de l'administration fédérale des douanes prévoit la fusion des professions de garde-frontière et de collaborateur technique des douanes, rappelle le syndicat dans un communiqué diffusé hier. Un nouveau profil professionnel a été décidé et le recrutement est en cours. Les deux types d'em-

ploi très différents doivent être réunis dans un avenir proche.

Lors du premier semi-confinement au printemps 2020, des projets pilotes avec des équipes mixtes composées du personnel des douanes et de gardes-frontière ont démarré pour contrôler la frontière. Cela afin d'accumuler de l'expérience pour l'avenir du nouvel Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières.

Ces projets pilotes sont maintenus. Or «le personnel des douanes civil se sent mal préparé, ne trouve pas assez de matériel de protection et exprime des craintes en cas d'incident lors d'un contrôle de personnes à la frontière», souligne le président central de Garanto, Christian Levrat.

Garanto demande donc que ces expériences soient abandonnées. «La plupart des gardes-frontière ne peuvent plus prendre la responsabilité de travailler sur le terrain avec des personnes non armées et sans formation dans le domaine de la sécurité, ainsi que de les protéger en cas d'urgence», explique le conseiller aux Etats fribourgeois.

Garanto a écrit hier une lettre au directeur de l'administration fédérale des douanes réclamant que les expériences soient donc immédiatement stoppées, et que les contrôles conjoints ne débutent que lorsque le personnel civil des douanes aura suivi une formation SIT (Sécurité, intervention et technique) comme les gardes-frontière. >> ATS